

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

16 juin 2005

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à la mise en œuvre d'une
coopération efficace entre
les communautés et l'État fédéral
en ce qui concerne la lutte contre la
maltraitance des enfants**

(déposée par Mmes Annemie Turtelboom,
Martine Taelman et Yolande Avontroodt)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

16 juni 2005

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**voor een doeltreffende samenwerking
tussen de gemeenschappen en de federale
overheid betreffende de aanpak van
kindermishandeling**

(ingediend door de dames Annemie
Turtelboom, Martine Taelman
en Yolande Avontroodt)

<i>cdH</i>	: Centre démocrate Humaniste
<i>CD&V</i>	: Christen-Democratisch en Vlaams
<i>ECOLO</i>	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
<i>FN</i>	: Front National
<i>MR</i>	: Mouvement Réformateur
<i>N-VA</i>	: Nieuw - Vlaamse Alliantie
<i>PS</i>	: Parti socialiste
<i>sp.a - spirit</i>	: Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
<i>Vlaams Belang</i>	: Vlaams Belang
<i>VLD</i>	: Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 51 0000/000 : Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif

QRVA : Questions et Réponses écrites

CRIV : Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)

CRABV : Compte Rendu Analytique (couverture bleue)

CRIV : Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)

PLEN : Séance plénière

COM : Réunion de commission

MOT : Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 51 0000/000 : Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer

QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden

CRIV : Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)

CRABV : Beknopt Verslag (blauwe kaft)

CRIV : Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)

PLEN : Plenum

COM : Commissievergadering

MOT : Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Récemment, la presse flamande et l'opinion publique ont réagi avec émoi face au destin d'une jeune mère qui a d'abord tué sa fille avant de se pendre parce qu'elle était convaincue que son ex-mari abusait de l'enfant et que ces faits pourraient se reproduire étant donné que le père allait bientôt obtenir le droit aux relations personnelles. La femme qui a commis cet acte de désespoir avait déjà accusé le coup d'un jugement du tribunal dont il ressortait que la chambre du conseil avait conclu à l'insuffisance d'indices dans le dossier relatif aux abus sexuels. Sans vouloir nous prononcer sur le fond de cette affaire, nous reconnaissons que cette tragédie ne nous laisse pas de glace. Malgré diverses mesures prises par les pouvoirs publics pour lutter contre la maltraitance des enfants, les auteurs constatent que des manquements subsistent dans l'action des pouvoirs publics en la matière.

La Belgique a également été le théâtre d'autres incidents dans le domaine des abus sexuels commis sur des enfants, à savoir la monstrueuse affaire Dutroux et, plus récemment, l'affaire Fourniret. Toutefois, la boucle n'est pas encore bouclée. Ces tragédies ont réveillé la Belgique et les autres pays européens et notre gouvernement s'est vu contraint de prendre des mesures. Les premières initiatives gouvernementales ont vu le jour mais pour combattre efficacement la maltraitance des enfants, d'autres actions sont nécessaires, surtout parce que leur mise en oeuvre sur le terrain est encore perfectible.

Les récits poignants traitant d'abus physiques (parmi lesquels également les abus sexuels) font souvent la une des médias, du fait de leur côté sensationnel. Ne constituant cependant que le sommet de l'iceberg, ces formes de violence graves ne reflètent pas une image complète de la situation. En novembre dernier, aux Pays-Bas, le VPRO a consacré une semaine entière au thème des violences dissimulées (*Geheim Geweld*), au cours de laquelle les programmes radio et télévisuels ainsi qu'internet se sont attachés à la maltraitance d'enfants. Selon les estimations faites à cette occasion, le nombre d'enfants maltraités s'élève à 50 à 80 000 par an sur tout le territoire des Pays-Bas. Cette estimation s'intéresse certes à la maltraitance d'enfants au sens large du terme, englobant en d'autres mots outre l'atteinte à l'intégrité physique, les parents qui soumettent leurs enfants à des violences psychiques ou les négligent sur le plan matériel. Aux Pays-Bas, 50 enfants par an

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Onlangs reageerden de Vlaamse pers en het publiek geschokt op het lot van een jonge moeder die eerst haar dochter ombracht en vervolgens zichzelf verhing, omdat ze ervan overtuigd was dat haar ex-echtgenoot hun dochter misbruikte en dat dit opnieuw zou kunnen voorkomen met het nakende omgangsrecht dat de vader zou krijgen. De vrouw die deze wanhoopsdaad stelde, had al een uitspraak verteerd van een rechtbank, waarbij de raadkamer had beslist dat er te weinig aanwijzingen waren in het dossier van seksueel misbruik. Zonder ten gronde te willen oordelen over deze zaak, laat deze tragedie ons niet onbewogen. Ondanks verschillende overheidsmaatregelen om kindermishandeling aan te pakken, stellen de indieners vast dat er nog tekortkomingen zijn van de overheid ten opzichte van de aanpak van kindermishandeling.

In België kennen we ook andere incidenten betreffende seksueel misbruik van kinderen, met name de monsterachtige Dutroux-gebeurtenis en recent die van Fourniret. De cirkel is evenwel nog niet rond. Deze tragedies hebben België en de andere Europese landen wakker geschud en onze regering gedwongen stappen te ondernemen. De eerste regeringsinitiatieven zijn genomen, maar om kindermishandeling efficiënt aan te pakken, zijn nog bijkomende acties noodzakelijk, vooral omdat de concrete werking op het terrein nog kan worden verbeterd.

Schrijvende verhalen over fysiek misbruik (waaronder ook seksueel misbruik) halen, op grond van het sensatiegehalte, vaak koppen in de media. Deze zware vormen van geweld zijn echter slechts de topjes van de ijsberg en geven niet het hele verhaal. In Nederland werd in november vorig jaar op de VPRO een hele themaweek gewijd aan «Geheim Geweld», waarin radio- en tv-programma's en internet aandacht besteedden aan kindermishandeling. Daarbij werd geschat dat in heel Nederland 50 tot 80 000 kinderen per jaar worden mishandeld. Deze schatting bekijkt kindermishandeling wel vanuit de ruime betekenis van het woord, met andere woorden naast de aantasting van fysieke integriteit, ook ouders die hun kinderen psychisch geweld aandoen of materieel verwaarlozen. In Nederland vinden door mishandeling in de ruime zin van het woord jaarlijks 50 kinderen de dood. Bovendien bleek dat ook vijf procent van alle Nederlandse mannen (ca. 400 000 mannen),

trouvent la mort par suite de maltraitance au sens large du terme. Il s'est en outre avéré que 5% des hommes néerlandais (quelque 400 000 hommes) ont été, une ou plusieurs fois, victimes de violences psychiques ou physiques, essentiellement au cours de leur jeunesse.

En termes quantitatifs, la Belgique ne dispose pas d'un tableau exhaustif de la maltraitance d'enfants. Les derniers chiffres dont nous disposons se limitent essentiellement aux atteintes à l'intégrité physique. En outre, les derniers chiffres connus datent de décembre 2002 pour la Communauté flamande et de 2003 pour la Région wallonne. Six centres de confiance situés en Flandre ont enregistré, en 2002, un total de 6 037 dénonciations. À la lumière de ces dénonciations, force était de constater que sur une population totale de quelque 6 millions de Flamands, 8 252 enfants sont victimes d'abus. Les équipes wallonnes de SOS Enfants ont enregistré en 2003 un total de 3 374 cas d'abus commis sur des enfants. La moitié de ces dénonciations faites en Wallonie concernent des abus physiques. Par comparaison avec les estimations faites aux Pays-Bas, où l'on estime que, sur une population totale de plus de 16 millions de citoyens néerlandais, 50 à 80 000 enfants néerlandais sont victimes de maltraitance au sens large du terme, c'est-à-dire sur les plans physique, psychique et matériel, on constate qu'en Belgique, la recherche quantitative et statistique peut encore être améliorée. Cette tâche incombe à l'autorité.

Il convient de préciser que ces chiffres se limitent aux dénonciations enregistrées par les centres de confiance flamands et wallons. Nous ne disposons pas de chiffres officiels précis concernant la maltraitance d'enfants provenant de la police ou des tribunaux. Il existe des chiffres et des statistiques, mais ceux-ci ne sont pas classés par type de maltraitance. Il s'agit là d'un manquement grave, car, dans le cas qui nous occupe, mesurer, c'est savoir. La ministre de la justice a déclaré, en janvier 2005, qu'il n'existe aucune uniformité entre les parquets quant à la méthode à utiliser pour rassembler ces chiffres de manière claire. Elle a ajouté que l'enregistrement était souvent manuel. En d'autres mots, il y a encore beaucoup à faire dans ce domaine. Bien que la violence conjugale soit inscrite dans le Code pénal (article 410, alinéa 2), il s'avère que les maltraitements d'enfants n'y sont pas mentionnées en tant que catégorie distincte de délit. De plus, la violence familiale peut prendre différentes formes du point de vue pénal, et il n'existe donc pas d'enregistrement uniforme. Il est grand temps que les autorités y changent quelque chose.

Une étape sur la voie d'une certaine clarté quantitative et statistique pourrait consister en la création d'un fichier comptabilisant les procès-verbaux dressés pour

hoofdzakelijk tijdens hun jeugd jaren één of meermaals psychisch of fysiek werden misbruikt.

België heeft op kwantitatief niveau geen exhaustief beeld van kindermishandeling. De recentste cijfers die bij ons ter beschikking zijn, beperken zich voornamelijk tot de aantasting van de fysieke integriteit. Bovendien dateren de laatst bekende cijfers voor de Vlaamse Gemeenschap reeds van december 2002 en de Waalse Gemeenschap van 2003. Bij zes Vlaamse vertrouwenscentra liepen in 2002 in totaal 6037 meldingen binnen. Deze meldingen leidde tot de vaststelling dat op een totale bevolking van ongeveer 6 miljoen Vlamingen, 8 252 minderjarigen worden misbruikt. De Waalse teams van *SOS Enfants* meldden voor 2003 een totaal van 3 374 gevallen van kindermisbruik. De helft van deze meldingen in Wallonië betreffen fysiek misbruik. Als men de vergelijking maakt met de schatting in Nederland, waarbij op een totale bevolking van meer dan 16 miljoen burgers opmerkt dat per jaar 50 à 80 000 Nederlandse kinderen het slachtoffer zijn van mishandeling in de ruime zin van het woord, met andere woorden op fysiek, psychisch en materieel niveau, dan komen we tot de vaststelling dat het kwantitatief en statistisch onderzoek in België nog kan worden verbeterd, een taak die is weggelegd voor de overheid.

Er dient vastgesteld te worden dat deze cijfers zich enkel beperken tot het aantal meldingen die zijn binnengelopen bij Vlaamse en Waalse vertrouwenscentra. Van de politie of rechtbanken ontbreken er duidelijke officiële cijfers over kindermishandeling. Er bestaan cijfers en statistieken, maar deze zijn niet gespecificeerd naar kindermisbruik. Dit is een ernstige tekortkoming, want in dit geval is meten weten. De minister van Justitie verklaarde in januari 2005 dat er bij de parketten helemaal geen uniformiteit bestaat om zulke cijfers op een duidelijke wijze te verzamelen. Ze voegde eraan toe dat de registratie vaak ook nog manueel gebeurt. Er is met andere woorden nog werk aan de winkel. Hoewel partnergeweld wel is voorzien in het Strafwetboek (artikel 410, tweede lid), blijkt dat kindermisbruik niet als aparte misdrijfcategorie wordt vermeld. Bovendien kan huiselijk geweld strafrechtelijk verschillende vormen aannemen en bestaat er dus geen uniforme registratie. De hoogste tijd om van overheidswege hieraan iets te veranderen.

Een stap in de richting van enige kwantitatieve en statistische duidelijkheid zou er in kunnen bestaan dat men een bestand aanlegt van het aantal proces-verba-

maltraitance d'enfants au sens large du terme. Ces chiffres pourraient déjà nous donner rapidement une image réaliste de la situation. De cette manière, les informations rassemblées pourraient devenir un instrument politique important pour les autorités.

Par ailleurs, les auteurs de la présente proposition de résolution souhaitent souligner que de nombreuses formes de maltraitance d'enfants sont encore des sujets tabous. Les tragédies provoquées par Dutroux et Fourniret concernent des maltraitements commises en dehors du cadre familial. Ces cas appartiennent à la sphère de la violence extrafamiliale. Cependant, la maltraitance d'enfants ne se limite pas aux abus commis en dehors de la famille. Il ressort au contraire d'une étude de Sarah Bal, psychologue pour enfants gantoise, que seulement 13% des cas de violence (psychique, physique et matérielle) commise sur des enfants ont lieu en dehors du cadre familial. 87% des abus se déroulent au sein de la famille. Une constatation ahurissante.

Il est donc clair que le problème est encore plus grave que nous ne le pensions. La majorité des maltraitements d'enfants ont lieu dans le cercle familial ou dans le cercle d'amis de la victime. Il ressort, par exemple, d'une étude relative à la violence intrafamiliale réalisée auprès de nos voisins du Nord que 8% de toutes les jeunes filles âgées de 16 ans ont été abusées sexuellement par des membres de leur famille.

La violence intrafamiliale fait certes encore l'objet d'un grand tabou. En raison de cette atmosphère de tabou, ce type de violence est trop souvent passé sous silence. Un Plan d'action national en matière de violence familiale a certes été élaboré, permettant désormais à la police de pénétrer de nuit dans les domiciles. Il importe à cet égard de faire remarquer que, pour le moment, en cas de violence intrafamiliale, un adulte pourra bénéficier d'une protection, mais pas un enfant, car cela constituerait une atteinte à la vie privée de la famille. Il serait souhaitable que les mesures dont dispose actuellement le parquet en matière de violence conjugale (par exemple, interdire temporairement au partenaire l'accès au domicile) puissent être étendues à la protection de l'enfant si l'on constate que des abus sont commis sur ce dernier. Néanmoins, il convient de souligner que, dans le Code pénal, la violence familiale n'est pas mentionnée en tant que délit distinct, et qu'elle peut donc prendre toutes sortes de formes criminelles, et faire l'objet de différentes applications juridiques. C'est aussi la raison pour laquelle il n'existe pas encore de mode d'enregistrement uniforme des chiffres rassemblés par la police concernant ces phénomènes. La société ne peut

len in verband met mishandeling gepleegd op kinderen in de ruime zin van het woord. Deze cijfers zouden ons al op een snelle manier een realistisch beeld kunnen geven. Aldus zou de vergaarde informatie voor de overheid in de toekomst kunnen dienen tot een belangrijk beleidsinstrument.

Daarnaast willen de indieners van de resolutie er op wijzen dat op vele vormen van kindermishandeling nog een taboe rust. De tragedies die Dutroux en Fourniret hebben veroorzaakt, betreffen kindermishandeling die zich heeft afgespeeld buiten het gezin. Deze gevallen behoren tot de sfeer van extrafamiliaal geweld. Kindermishandeling is echter niet beperkt tot misbruik buiten het gezin. Integendeel. Onderzoek van Gentse kinderpsychologe Sarah Bal toont aan dat slechts 13% van al het geweld op kinderen (psychisch, fysiek en materieel) extrafamiliaal is. 87% van het misbruik speelt zich af binnen het gezin. Een onthutsende vaststelling.

Het probleem is dus duidelijk nog groter dan we dachten. Het grootste aantal kindermishandelingen vindt plaats binnen de eigen familie- of vriendenkring. Een onderzoek bij onze noorderburen naar intrafamiliaal geweld toonde bijvoorbeeld aan dat 8% van alle 16-jarige meisjes seksueel is misbruikt door eigen familieleden.

Op intrafamiliaal geweld rust weliswaar nog een groot taboe. Deze taboesfeer zorgt ervoor dat dit soort geweld nog al te vaak wordt verzwegen. Er werd wel een Nationaal Actieplan betreffende familiaal geweld opgesteld, waardoor het onder andere mogelijk werd dat de politie ook tijdens de nacht in de woning kan komen. Hierbij dient te worden opgemerkt dat bij intrafamiliaal geweld momenteel wel bescherming kan worden ingeroepen voor de volwassene, maar niet voor het kind, omwille van een inbreuk op de gezinsprivacy. Het is wenselijk dat het maatregelenpakket waarover het parket nu beschikt betreffende partnergeweld (bv. de partner tijdelijk de toegang ontzeggen tot de woonst) wordt uitgebreid naar de bescherming van het kind als er misbruik wordt vastgesteld ten aanzien van deze laatste. Niettemin dient te worden benadrukt dat in het Strafwetboek huiselijk geweld niet als dusdanig wordt vermeld als apart misdrijf en dat het dus allerlei strafrechtelijke vormen aanneemt: verschillende juridische applicaties kunnen dus hierop van toepassing zijn. Dit is ook de reden waarom er voor deze fenomenen nog geen uniforme registratiewijze van politionele cijfergegevens beschikbaar is. Als gemeenschap kunnen we echter niet

toutefois rester sans réaction face à cette situation: il est grand temps de changer les choses.

Une tâche importante incombe, à cet égard, aux pouvoirs publics. Il leur appartient, en cas de maltraitance d'enfants, de pouvoir briser le mythe de la famille en tant que havre de sécurité. La famille étant considérée, dans notre culture, comme une entité privée, cette intervention extérieure est toutefois délicate. En effet, les personnes extérieures à la famille ne sont pas autorisées à s'immiscer dans les affaires familiales. Or, les pouvoirs publics doivent, d'une part, veiller à ce que les partenaires ou les parents ne soient pas dénoncés au moindre faux pas et, d'autre part, faire en sorte que chacun ait la liberté d'offrir une deuxième chance aux membres de sa famille. Certaines limites, toutefois, ne peuvent pas être franchies. En effet, l'enfant n'appartient pas à ses parents et il doit – au besoin – pouvoir compter sur une aide extérieure. Si le caractère privé de la vie de famille contribue, de manière bénéfique, à donner toutes leurs chances aux relations de confiance et d'intimité au sein de la famille, celui-ci ne peut pas, pour les pouvoirs publics, constituer un alibi lui permettant de fuir ses responsabilités lorsque la famille est le théâtre de violences (familiales). Les pouvoirs publics doivent également veiller à ce que les enfants ne soient pas utilisés de manière abusive, en cas de divorce (violent), pour accuser indûment l'un des conjoints. M. Peter Adriaenssens, pédopsychiatre, fait observer que la moyenne européenne, en matière de fausses accusations, est de 7 à 8%. Selon Me Jef Vermassen, avocat, le nombre des déclarations fantaisistes pourrait même atteindre 50%. Les pouvoirs publics doivent également pouvoir distinguer rapidement et efficacement les fausses accusations des accusations justifiées.

Les parents ont souvent bien besoin de l'aide de leur entourage et des pouvoirs publics. La notion de droits de l'enfant implique qu'il convient également de tenir compte des droits des parents. Or, les besoins de ces derniers sont souvent niés par leur entourage et par les pouvoirs publics. L'aide aux jeunes et aux familles doit être encadrée de manière plus efficace et mieux organisée.

Par ailleurs, les pouvoirs publics ne doivent pas toujours aborder les questions précitées sous l'angle réducteur de la famille au sens classique du terme (père, mère et enfant[s]) comme si la notion de famille était unique et intangible. Compte tenu de la fréquence des divorces, on dénombre aujourd'hui de nombreuses familles monoparentales ou recomposées. Ce n'est pas la famille mais bien l'individu qui est la pierre angulaire de la société, tant dans sa relation avec sa famille que dans celle qui l'unit à autrui au sein de la société.

passif à regarder, mais il est temps de hieraan iets te veranderen.

Een belangrijke opdracht is hierin weggelegd voor de overheid. Het is haar taak om in geval van kindermishandeling, de illusie te kunnen doorprikken van het gezin als veilige haven. Dit ingrijpen van buitenaf is een delicaat punt vermits in onze cultuur het gezin wordt beschouwd als een privé-aangelegenheid. Buitenstaanders mogen er zich niet in mengen. De overheid moet er enerzijds voor zorgen dat partners of ouders niet worden aangeklaagd bij de minste misstap en dat elk familielid de vrijheid krijgt om elkaar nieuwe kansen te geven. Er zijn echter grenzen. Een kind is immers geen bezit van zijn ouders en moet – indien nodig – op externe steun kunnen rekenen. Dit privé-karakter is een goede zaak om vertrouwen en intimiteit alle kansen te geven binnen het gezin. Voor de overheid mag dit echter geen alibi zijn om haar verantwoordelijkheid te ontlopen als er zich binnen het gezin (familiaal) geweld voordoet. Eveneens dient zij erover te waken dat in (v)chtscheidingen kinderen niet worden misbruikt in het onterecht beschuldigen van de partner. Kinder- en jeugdpsychiater Peter Adriaenssens merkt op dat het Europees gemiddelde van valse aangiftes van kindermisbruik op 7 à 8% ligt. Volgens advocaat Jef Vermassen kan dit aantal verzonnen verklaringen zelfs oplopen tot de helft. De overheid moet ook snel en efficiënt valse klachten onderscheiden van oprechte.

Ouders kunnen vaak hulp gebruiken van hun omgeving alsook van de overheid. Rechten van kinderen impliceren dat er ook tegemoet wordt gekomen aan de rechten van ouders. Vaak worden hun noden genegeerd door de omgeving en de overheid. Hulpverlening aan jongeren en gezinnen moet efficiënter en beter worden omkaderd.

Van overheidswege moet ook niet steeds alles worden bekeken vanuit het enge oogpunt van het gezin in haar klassieke betekenis, met name vader, moeder en kind(eren) als één onaantastbaar geheel. Door de vele echtscheidingen zijn er vandaag veel éénoudergezinnen of nieuw samengestelde gezinnen. Niet het gezin is de hoeksteen van de maatschappij, maar het individu in relatie met zijn gezin en de anderen in de maatschappij.

Outre le tabou de la violence intrafamiliale, notre société connaît un second tabou, en matière de maltraitance d'enfants, qui est celui de la maltraitance des enfants physiquement ou mentalement handicapés. Si, une fois encore, on manque de statistiques fiables à cet égard, on sait néanmoins que, selon une étude réalisée à ce sujet, 40% des handicapés mentaux (mineurs comme majeurs) font l'objet d'abus sexuels. Le risque d'abus sexuels est plus grand pour les handicapés mentaux que pour les handicapés physiques. Les handicapés mentaux sont en effet des proies faciles. Ils ne savent souvent pas exactement à partir de quand la sexualité se transforme en abus. En outre, ils ne sont pas toujours à même d'expliquer ce qui leur est arrivé. De plus, ils sont vulnérables dès lors qu'ils sont souvent considérés comme des êtres asexués, qu'ils ont souvent peu de contacts sociaux et qu'ils sont à peine formés sur les plans sexuel et relationnel. Les établissements chargés de veiller au bien-être des handicapés mentaux sont, eux aussi, parfois le théâtre de ce type d'incidents malheureux.

Il est clair qu'une mission importante incombe aux pouvoirs publics pour lever également les tabous qui entourent ces problèmes. Une étude menée par Bruce Perry, médecin et neuropsychiatre américain, montre que la maltraitance d'enfants peut entraîner des dommages cérébraux majeurs. Ainsi, le cerveau d'un enfant de trois ans peut, du fait de négligence, être 25% plus petit que celui d'un enfant du même âge qui a grandi normalement. Plus tôt vous retirez un enfant d'un environnement potentiellement néfaste, plus grandes seront ses chances de guérison. Pour être complets, signalons que l'étude menée aux E.-U. montre que sur l'ensemble des enfants maltraités, la moitié est victime de négligence, 36% sont victimes de maltraitance physique (dont 10% d'abusés sexuels) et 4% sont victimes de maltraitance psychique (émotionnelle).

Les constats dont il est question ci-dessus révèlent que le nombre d'enfants et de jeunes maltraités, directement ou indirectement, est souvent sous-estimé. Il convient de s'attaquer d'urgence à ce problème dans notre pays. En dépit de plusieurs initiatives gouvernementales, tant fédérales que communautaires, il s'avère que celles-ci se chevauchent ou, pire encore, que les instances ignorent parfois leur existence réciproque. Les pouvoirs publics devraient faire en sorte de mieux cerner ces problèmes et de permettre la réalisation d'une collaboration intégrale entre instances fédérales et communautaires.

Selon le professeur de la KUL, M. Adriaenssens, il n'existerait de liens de collaboration informels entre les services d'aide et la justice que dans un quart des dos-

Naast het taboe van het intrafamiliaal geweld, bestaat in deze maatschappij ook nog een tweede taboe inzake kindermishandeling, namelijk misbruik van kinderen met een fysieke of mentale handicap. Eens te meer ontbreken harde cijfers. Er werd wel een studie gemaakt waaruit blijkt dat 40% van alle personen (zowel minderjarigen als meerderjarigen) met een mentale handicap seksueel worden misbruikt. Personen met een mentale handicap lopen meer kans op seksueel misbruik dan personen met een fysieke handicap. Personen met een psychische handicap zijn makkelijke slachtoffers. Vaak weten ze niet altijd waar seksualiteit een misbruik wordt. Bovendien kunnen ze niet altijd verwoorden wat hen is overkomen. Andere factoren die hen kwetsbaar maken is het feit dat ze vaak als niet-seksueel bekeken worden, dat ze vaak weinig sociale contacten hebben en amper seksuele en relationele vorming krijgen. Ook in instellingen waar wordt gezorgd voor het welzijn van mentaal gehandicapten zijn zulke ongelukkige voorvallen niet vreemd.

Het is duidelijk dat voor de overheid een belangrijke taak is weggelegd om ook deze problemen uit de taboesfeer te lichten. Onderzoek van Bruce Perry, een Amerikaanse dokter en neuropsychiater, toont aan dat mishandeling bij kinderen tot fundamentele hersenschade kan leiden. De hersenen van een verwaarloosd driejarig kind kunnen daardoor een kwart kleiner zijn dan die van een normaal opgroeiend kind van dezelfde leeftijd. Hoe vroeger je een kind uit een potentieel beschadigende omgeving haalt, hoe groter de kans op genezing. Bij wijze van volledigheid kan worden vermeld dat uit onderzoek in de V.S. blijkt dat van alle mishandelde kinderen de helft slachtoffer is door verwaarlozing, 36% door fysieke mishandeling (waaronder 10% seksueel misbruikten) en dat 4% van de slachtoffers psychisch (emotioneel) zijn mishandeld.

Uit bovenvermelde vaststellingen blijkt dat het aantal kinderen en jongeren dat direct of indirect wordt mishandeld, vaak wordt onderschat. Een dringende aanpak ervan dringt zich op in ons land. Ondanks verschillende regeringsinitiatieven op federaal of gemeenschapsniveau blijkt dat ze elkaar overlappen of, meer nog, dat instanties soms niet op de hoogte zijn van elkaars bestaan. De overheid zou ervoor moeten zorgen dat deze problemen beter in kaart worden gebracht en dat er een integrale samenwerking zou moeten komen tussen de federale instanties en deze van gemeenschappen.

Volgens KUL-professor Adriaenssens zouden er slechts in een kwart van de gerechtelijke dossiers informele samenwerkingsverbanden bestaan tussen hulp-

siers judiciaires. Il est donc possible d'améliorer l'efficacité et l'efficacité de la politique. À plus forte raison lorsque plusieurs organisations et ASBL actives dans le secteur de la maltraitance infantile constatent que 80% des plaintes judiciaires (policières) sont classées sans suite, souvent faute de preuve. Le parquet doit consacrer l'attention nécessaire aux plaintes de maltraitance infantile et doit être prudent avant de procéder à un classement sans suite. C'est là que le bât blesse: il est souvent extrêmement difficile de rassembler des preuves concrètes de l'infraction pénale. Dans les cas d'inceste, rares sont les mères qui déposent plainte à ce moment-là, en raison du fait que l'affaire risque de tomber dans le domaine public, d'une part, et parce qu'elles s'exposent généralement à un long calvaire judiciaire où, au bout du compte, beaucoup de plaintes seront classées sans suite.

L'article 22*bis* de la Constitution, en vertu duquel chaque enfant a droit au respect de son intégrité morale, physique, psychique et sexuelle constitue une bonne base de départ. Cet article devrait guider fondamentalement la police et la justice dans leur travail autour de la problématique de la maltraitance d'enfants. Par ailleurs, il est important que l'autorité souligne que les personnes qui ont connaissance de cas de maltraitance doivent réellement les dénoncer, étant donné que l'article 422*bis* du Code pénal taxe d'abstention coupable celui qui ne vient pas en aide à une personne exposée à un péril grave. Une autre tâche de l'autorité consiste à attirer l'attention des médecins, des infirmiers et des thérapeutes sur l'article 458*bis* du Code pénal relatif au droit de signalement. La personne de confiance, auparavant liée par le secret, peut informer le procureur du Roi d'une infraction commise sur un mineur. Il s'avère souvent que les personnes de confiance ne sont pas au courant de ces dispositions.

En deuxième lieu, il convient de s'atteler au manque d'information et de coordination entre les différents services publics et thérapeutes. Des initiatives sont souvent prises à différents niveaux, sans qu'une coordination ait été envisagée. Certaines initiatives de l'autorité fédérale et des communautés ne se complètent pas, voire se chevauchent. Il est temps que cela change. La campagne d'information et de sensibilisation, lancée en 2001 par les autorités avec la brochure relative à la maltraitance d'enfants, a été positive et très utile. Cette brochure informe le citoyen à la fois sur l'approche judiciaire et sur l'approche socioculturelle de l'abus d'enfants.

C'est pourquoi nous préconisons une meilleure coordination entre les différents secteurs actifs dans le do-

verleners et gerecht. Het beleid kan dus nog efficiënter en doeltreffender. Zeker als verschillende organisaties en VZW's die bezig zijn met kindermishandeling, vaststellen dat 80% van de gerechtelijke (politie) klachten worden geseponeerd, vaak door gebrek aan bewijs. Het parket dient de nodige aandacht te besteden aan meldingen van kindermishandeling en moet voorzichtig zijn in het seponeren van aanklachten. Hierin schuilt namelijk de moeilijkheid: vaak is het een zware taak om concrete strafrechtelijke bewijzen te verzamelen. In gevallen van incest dienen weinig moeders op dit moment een aanklacht in omdat enerzijds de zaak kans loopt in de openbaarheid te komen en anderzijds hen meestal een lange gerechtelijke lijdensweg wacht, waarbij uiteindelijk vele klachten worden geseponeerd.

Een goed vertrekpunt is artikel 22*bis* van de Grondwet dat elk kind het recht geeft op eerbiediging van zijn morele, geestelijke en seksuele integriteit. Voor politie en gerecht zou dit artikel een belangrijke leidraad moeten zijn voor het werken rond het thema van kindermishandeling. Daarnaast is het niet onbelangrijk dat de overheid er op zou wijzen dat personen die weet hebben van kindermishandeling met die kennis daadwerkelijk iets zouden ondernemen, daar artikel 422*bis* van het Strafwetboek wijst op schuldig verzuim wanneer hij of zij geen hulp verschaft aan iemand die in groot gevaar verkeert. Een volgende taak voor de overheid bestaat erin om dokters, verplegers en andere hulpverleners te wijzen op artikel 458*bis* van het Strafwetboek betreffende het meldingsrecht. De vertrouwenspersoon die vroeger gebonden was aan geheimhouding, kan hierdoor een misdrijf op een minderjarige melden bij de procureur des Konings. Vaak blijkt dat de vertrouwenspersonen niet op de hoogte zijn van deze bepalingen.

In tweede instantie moet het gebrek aan informatie en coördinatie worden aangepakt tussen de verschillende overheidsdiensten en hulpverleners. Vaak zijn er op verschillende niveaus initiatieven, maar is er niet nagedacht over afstemming op elkaar. Er zijn initiatieven van de federale overheid en de gemeenschappen die elkaar niet versterken of zelfs overlappend werken. Het is tijd om hier verandering in te brengen. Positief en zeer nuttig was de informatie- en sensibiliseringscampagne die de overheid in 2001 heeft gelanceerd met de brochure «Kindermishandeling». Deze brochure geeft de burger informatie over zowel de gerechtelijke aanpak als over de welzijnsbenadering van kindermisbruik.

Vandaar dat de indieners van deze resolutie pleiten voor een betere coördinatie tussen de verschillende

maine de la maltraitance d'enfants. La création d'un Conseil de la maltraitance d'enfants au sein de chaque arrondissement judiciaire constituerait déjà un pas dans la bonne direction. Ce groupe de concertation peut être composé, d'une part, de personnes du secteur de l'aide (accompagnateurs de centres de confiance et d'ASBL actives dans le domaine de la maltraitance d'enfants, du Centre d'encadrement des élèves, médecins généralistes, ...) et, d'autre part, de représentants des autorités judiciaires (magistrat du parquet, juge de la jeunesse ou juge d'instruction, assistant de justice à l'accueil des victimes, ...) et de la police locale. Cet organe de concertation doit non seulement résoudre des problèmes structurels en matière de maltraitance d'enfants, mais également être un conseil qui examine des problèmes concrets sur la base de dossiers types.

Ce type de modèle de concertation est apparu à Gand dans les années nonante et a donné de bons résultats, c'est ce qu'on a appelé le modèle de concertation «Beatrijs van Houdenhove». Cet organe de concertation est né de la constatation que tant le secteur du bien-être que l'appareil judiciaire avaient tendance à vouloir résoudre seuls le problème, alors qu'une approche coordonnée est la seule à pouvoir être efficace.

En plus d'un Conseil pour la lutte contre la maltraitance enfantine au sein de chaque arrondissement judiciaire, il est souhaitable de constituer également, au sein de chaque secteur judiciaire et par ressort, une équipe multidisciplinaire en charge de la maltraitance des enfants. Cette équipe, au service permanent du procureur du Roi, du juge d'instruction ou du juge de la jeunesse, devra disposer de l'expertise légale requise (analyse de traces) ainsi que d'une expertise médicale et psychologique. Elle sera composée, idéalement, d'un médecin (pédiatre ou pédopsychiatre), d'un criminologue, d'un psychologue et d'un assistant social. En outre, les plans zonaux de sécurité de la police devront déterminer les formations nécessaires pour les équipes d'intervention et faire de la maltraitance enfantine une priorité.

En ce qui concerne la sensibilisation aux problèmes structurels, leur signalement et leur résolution, on pourrait instituer un Conseil national pour la lutte contre la maltraitance enfantine, qui chapeauterait les deux secteurs. De par sa position centrale, ce conseil de coordination devrait présenter des solutions structurelles aux autorités compétentes.

Ainsi, le citoyen pourra voir, en toute transparence, quels moyens les autorités mettent à disposition pour endiguer la maltraitance enfantine. On doit pouvoir prendre la mesure des possibilités et des limites orga-

sectoren die actief zijn op gebied van kindermishandeling. De oprichting van een Raad voor Kindermishandeling in elk gerechtelijk arrondissement zou al een eerste stap zijn in de goede richting. Deze overleggroep kan enerzijds bestaan uit personen uit de hulpverlening (begeleiders van vertrouwenscentra en VZW's inzake kindermishandeling, het Centrum voor leerlingenbegeleiding, huisartsen, ...) en anderzijds uit vertegenwoordigers van gerechtelijke instanties (parketmagistraat, jeugd- of onderzoeksrechter, justitieassistent slachtofferonthaal, ...) en de lokale politie. Dit overlegorgaan moet niet alleen structurele problemen oplossen inzake kindermishandeling, maar het moet ook een raad zijn die concrete problemen bespreekt aan de hand van typedossiers.

Zulk een overlegmodel is ontstaan in Gent in de jaren negentig met succesvolle resultaten, het zogenaamde overlegmodel «Beatrijs van Houdenhove». Dit overlegorgaan ontstond uit de vaststelling dat zowel de welzijnssector als het gerechtelijk apparaat de neiging vertoonden het probleem voor zich alleen op te eisen, terwijl een gecoördineerde aanpak de enige efficiënte kan zijn.

Naast een Raad voor Kindermishandeling binnen elk gerechtelijk arrondissement is het aan te bevelen om binnen ieder justitiële sector per rechtsgebied ook een Multidisciplinair Team Kindermishandeling (MTK) samen te stellen. Dit team dat permanent ten dienste staat van de procureur des Konings, de onderzoeksrechter of de jeugdrechter moet beschikken over de nodige forensische deskundigheid (sporenonderzoek) alsook over medische en psychologische expertise. Het is idealiter samengesteld uit een arts (kinderarts of kinderpsychiater), een criminoloog, een psycholoog en een maatschappelijk assistent. Daarnaast moeten de zonale veiligheidsplannen van de politie de nodige opleidingen bepalen van interventieploegen en kindermishandeling prioritair stellen.

Voor wat betreft het sensibiliseren, signaleren en oplossen van structurele problemen, zou een overkoepelende Nationale Raad voor Kindermishandeling kunnen worden opgericht. Deze coördinerende raad zou vanuit zijn centrale positie structurele oplossingen moeten aanreiken aan de bevoegde overheid.

Zodanig kan de burger op een transparante wijze zien welke wegen de overheid ter beschikking stelt voor het beteugelen van kindermishandeling. Men moet inzicht kunnen verwerven in de organisatorische, wettelijke en

nisationnelles, légales et personnelles du secteur du bien-être (compétence communautaire) et de la justice (compétence fédérale). De cette manière, la méfiance mutuelle, qui n'a aucune raison d'être, pourra se dissiper. On atteindra ce résultat en procédant, sur base anonyme, à une analyse de cas et de l'approche suivie. Par cette analyse anonyme de cas et par l'audition d'experts des deux disciplines, chaque secteur pourra œuvrer à la promotion de sa propre expertise. Nous entendons également faire observer, en passant, que le 14 juin 2004, la Communauté française a publié un décret relatif à l'Aide aux enfants victimes de maltraitance. Ce décret constitue une excellente base pour s'attaquer au problème de la maltraitance enfantine, mais, l'accent y est toutefois mis de manière prépondérante sur le pôle «bien-être» au dépens du deuxième pôle équivalent (justice et police). Enfin, il appartient également aux autorités d'attirer l'attention des citoyens et des médias sur le problème de la maltraitance enfantine.

persoonsgebonden mogelijkheden en beperkheden van de welzijnssector (gemeenschapsbevoegdheid) en justitie (federale bevoegdheid). Op deze wijze kan het onterecht wederzijds wantrouwen verdwijnen. Dit kan men bewerkstelligen door bespreking van gevallen en hun aanpak op anonieme basis. Door deze anonieme gevallenbespreking en het uitnodigen van deskundigen uit de twee werkdisciplines kan worden gewerkt aan eigen deskundigheidsbevordering. Terloops willen de indieners van deze resolutie erop wijzen dat de Franse Gemeenschap op 14 juni 2004 een decreet publiceerde betreffende de hulpverlening aan mishandelde kinderen. Dit decreet vormt een goede basis voor de aanpak van kindermishandeling maar het benadrukt echter te veel de poot «welzijn» ten koste van de evenwaardige tweede poot (justitie en politie). Tenslotte is het ook de taak van de overheid om bij de burgers en de media kindermishandeling onder de aandacht te brengen.

Annemie TURTELBOOM (VLD)
Martine Taelman (VLD)
Yolande AVONTROODT (VLD)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (1949);

B. vu la Déclaration des droits de l'enfant de 1959 (relative à la protection des enfants contre la négligence et l'exploitation);

C. vu la Convention internationale des droits de l'enfant du 20 novembre 1989;

D. vu la recommandation R(2000)11 du Comité des ministres du Conseil de l'Europe concernant des actions contre la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle;

E. vu la recommandation R(2001)16 du Comité des ministres du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle;

F. vu la Résolution 1307 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'exploitation sexuelle des enfants (2002);

G. vu le Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants, qui s'est tenu à Stockholm en 1996;

H. vu la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale (1996);

I. vu le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (2000);

J. vu le Deuxième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, qui s'est tenu à Yokohama en décembre 2001;

K. vu l'article 22*bis* de la Constitution belge concernant le droit de l'enfant au respect de son intégrité morale, physique, psychique et sexuelle;

L. vu la loi du 28 décembre 2000 relative à la protection pénale des mineurs (*Moniteur belge* du 17 mars 2001);

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op het Europees verdrag ter voorkoming van foltering en onmenselijke of vernederende behandeling of bestraffing van 1949;

B. gelet op de Verklaring van de Rechten van het Kind van 1959, (betreffende kindbescherming tegen de exploitatie en verwaarlozing.);

C. gelet op het Internationaal Verdrag voor de Rechten van het Kind van 20 november 1989;

D. gelet op aanbeveling R(2000)11 van het Comité van ministers van de Raad van Europa inzake acties tegen mensenhandel met het oog op seksuele uitbuiting;

E. gelet op aanbeveling R(2001)16 van het Comité van ministers van de Raad van Europa betreffende de bescherming van minderjarigen tegen seksuele uitbuiting;

F. gelet op Resolutie 1307 van de Europese parlementaire vergadering over seksuele uitbuiting van minderjarigen van 2002;

G. gelet op het Wereldcongres tegen seksuele exploitatie van kinderen in Stockholm in 1996;

H. gelet op het Verdrag van Den Haag betreffende kindbescherming en coöperatie inzake internationale adoptie van 1996;

I. gelet op het facultatief Protocol inzake de verkoop van kinderen, kinderprostitutie en kinderpornografie bij het Verdrag inzake de rechten van het kind van 2000;

J. gelet op het Tweede Wereldcongres tegen seksuele exploitatie van kinderen in Yokohama van december 2001;

K. gelet op artikel 22*bis* van de Belgische Grondwet betreffende het recht van het kind op een eerbiediging van zijn morele, geestelijke en seksuele integriteit;

L. gelet op de wet van 28 november 2000 betreffende de strafrechtelijke bescherming van minderjarigen (*Belgisch Staatsblad* van 17 maart 2001);

M. vu la circulaire fédérale interministérielle du 27 novembre 1997 relative à l'intervention financière pour l'aménagement dans les commissariats de police de locaux d'accueil pour les victimes de violences physiques et sexuelles ainsi qu'à la procédure de sélection au sein des corps de police des candidats à la formation «Accueil des victimes d'actes de violence physique et sexuelle» (*Moniteur belge* du 10 décembre 1997);

N. vu la circulaire fédérale interministérielle OOP15^{ter} du 19 juillet 1999 concernant l'assistance policière aux victimes (*Moniteur belge* du 21 août 1999);

O. vu la circulaire fédérale interministérielle du 16 juillet 2001 relative à l'enregistrement audiovisuel de l'audition de mineurs victimes ou témoins d'infractions;

P. vu les nouvelles dispositions relatives aux droits de l'enfant adoptées au Parlement fédéral le 23 mars 2000, et visant à garantir l'intégrité morale, physique et psychique de l'enfant;

Q. vu le Plan d'action national contre les violences conjugales du 7 mai 2004;

R. vu le décret flamand du 15 juillet 1997 portant création d'un Commissariat aux droits de l'enfant et instituant la fonction de Commissaire aux droits de l'enfant;

S. vu le décret de la Communauté flamande du 15 juillet 1997 instituant le rapport d'impact sur l'enfant et le contrôle de la politique gouvernementale quant au respect des droits de l'enfant;

T. vu le décret flamand du 15 décembre 1998 portant approbation de l'accord de coopération du 7 avril 1998 entre l'État et la Communauté flamande en matière d'assistance aux victimes;

U. Vu le décret flamand du 7 février 2003 portant assentiment au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, fait à New York le 25 mai 2000;

V. vu l'arrêté ministériel flamand du 19 février 2004 validant le protocole sectoriel pour la mission supplémentaire «*begeleiding bij het onderbroken of*

M. gelet op de federale ministeriële omzendbrief van 27 november 1997 betreffende de financiële tegemoetkoming voor de inrichting in de politiecommissariaten van lokalen voor de opvang van slachtoffers van fysisch en seksueel geweld evenals de procedure voor selectie binnen de politiekorpsen van kandidaten voor de opleiding «opvang van slachtoffers van fysisch en seksueel geweld» (*Belgisch Staatsblad* van 10 december 1997);

N. gelet op de federale ministeriële omzendbrief OOP15^{ter} van 19 juli 1999 betreffende de politieke slachtofferbejegening (*Belgisch Staatsblad* van 21 augustus 1999);

O. gelet op de federale ministeriële omzendbrief van 16 juli 2001 over de audiovisuele opname van het verhoor van minderjarige slachtoffers of getuigen van misdrijven;

P. gelet op de nieuwe bepalingen die op 23 maart 2000 zijn aangenomen in het federaal parlement inzake de rechten van het kind met het oog de onschendbaarheid van het kind te waarborgen op moreel, psychisch en fysiek vlak;

Q. rekening houdend met het Nationaal Actieplan Partnergeweld (NAP) van 7 mei 2004;

R. overwegende het Vlaamse decreet inzake de oprichting van een Kinderrechtencommissariaat en instelling van het ambt van Kinderrechtencommissaris van 15 juli 1997;

S. Overwegende het decreet van de Vlaamse Gemeenschap betreffende de instelling van het kindereffectenrapport en de toetsing van het regeringsbeleid aan de naleving van de rechten van het kind van 15 juli 1997;

T. overwegende het Vlaamse decreet van 15 december 1998 tussen de Staat en de Vlaamse gemeenschap inzake slachtofferzorg;

U. overwegende het Vlaamse Decreet van 7 februari 2003 ter goedkeuring van het facultatief Protocol bij het Verdrag voor de Rechten van het Kind betreffende het verkoop van kinderen, de prostitutie van kinderen en kinderpornografie, gedaan te New York op 25 mei 2000;

V. Overwegende het Vlaams ministerieel besluit van 19 februari 2004 houdende de validering van het sectorprotocol voor de bijkomende opdracht «begeleiding bij

conflictueuze ouder-kind-contact» (accompagnement en cas de relations parent-enfant interrompues ou conflictuelles) des centres autonomes «*Algemeen Welzijn*»;

W. vu le décret de la Communauté française du 16 mars 1998 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitements;

X. vu l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 8 juin 1998 relatif à l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse;

Y. vu l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'aide aux enfants victimes de maltraitements;

Z. vu le décret de la Communauté française du 16 mars 1998 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitements, remplacé par le décret du 12 mai 2004 portant assentiment au Protocole facultatif à la Convention relative aux Droits de l'Enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, adopté à New York le 25 mai 2000;

AA.vu le décret de la Communauté germanophone du 27 octobre 2003 portant assentiment au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, adopté à New York le 25 mai 2000;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de dégager un budget suffisant, d'élaborer un cadre législatif contraignant et de créer des instances permettant de réunir dès que possible suffisamment de chiffres et de statistiques fiables et intégrées afin de définir précisément la maltraitance d'enfants au sens large du terme – d'un point de vue physique, psychique et matériel;

2. de dégager un budget et des moyens informatiques suffisants pour informer le citoyen, les experts, les instances gouvernementales et les organisations non gouvernementales qui s'occupent, d'une manière ou d'une autre, des droits de l'enfant, sur, d'une part, le tabou qui pèse toujours sur la violence intrafamiliale à l'égard des enfants et, d'autre part, la maltraitance de mineurs affectés d'un handicap physique et mental. L'objectif poursuivi est de sensibiliser le grand public et de lever les tabous en matière de violence intrafamiliale;

het onderbroken of conflictueuze ouder-kind-contact» van de autonome centra voor algemeen welzijnswerk;

W. overwegende het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 maart 1998 betreffende de hulpverlening aan kinderen slachtoffers van mishandeling;

X. overwegende het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 8 juli 1998 ter oprichting van het «*Observatoire des droits de l'enfant*»;

Y. overwegende het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 houdende vaststelling van de bijzondere erkenning- en subsidiëringvoorwaarden voor de centra voor hulp aan kinderen slachtoffer van mishandeling;

Z. overwegende het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 maart 1998 betreffende de hulpverlening aan mishandelde kinderen vervangen door het decreet van 12 mei 2004 ter goedkeuring van het facultatief Protocol bij het Verdrag voor de Rechten van het Kind betreffende het verkoop van kinderen, de prostitutie van kinderen en kinderpornografie, gedaan te New York op 25 mei 2000;

AA. overwegende het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 27 oktober 2003 ter goedkeuring van het facultatief Protocol bij het Verdrag voor de Rechten van het kind betreffende de verkoop van kinderen, de prostitutie van kinderen en kinderpornografie, gedaan te New York op 25 mei 2000;

VRAAGT DE FEDERALE REGERING:

1. voldoende budgetten ter beschikking te stellen, een bindend wetgevend kader uit te werken en instanties te creëren om zo snel mogelijk voldoende cijfermateriaal en betrouwbare, geïntegreerde statistieken te vergaren om kindermisbruik in de ruime betekenis van het woord – fysiek, psychisch en materieel – in kaart te brengen;

2. voldoende budgetten en informatica ter beschikking te stellen om over het tot de taboesfeer behorende intrafamiliaal geweld tegen kinderen, enerzijds, alsook mishandeling van minderjarigen met een mentale en fysieke handicap, anderzijds, informatie te verschaffen aan de burger, experts, gouvernementele instanties en niet-gouvernementele organisaties die zich op één of andere manier bezighouden met de rechten van het kind. Dit om het brede publiek te sensibiliseren en intrafamiliaal geweld uit de taboesfeer te halen;

3. de veiller à la réédition et à une meilleure diffusion, après traduction et adaptation, de la brochure sur la maltraitance d'enfants intitulée «*Kindermishandeling*» publiée en 2001 par le ministre de la Justice et le ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de l'Égalité des chances;

4. d'instaurer une coopération efficiente et efficace entre l'État fédéral et les communautés par le biais de l'organisation et de la concertation;

5. d'instituer, dans chaque arrondissement judiciaire, un Conseil pour la maltraitance des enfants qui se réunisse au moins deux fois par an. Ce comité de concertation comprendra:

- des magistrats et services de police chargés des affaires de la jeunesse;
- des centres de confiance pour enfants maltraités (SOS Enfants);
- des ASBL proposant une aide active, au niveau régional, aux enfants victimes de maltraitance;
- des comités d'aide à la jeunesse et des comités de médiation en matière d'assistance spéciale à la jeunesse ainsi que leurs équivalents en communauté flamande;
- des fonctionnaires responsables en matière de maltraitance d'enfants;
- des experts issus du monde universitaire;
- au moins une victime de maltraitance d'enfants ou d'inceste;

6. d'instituer, dans chaque arrondissement judiciaire, une équipe multidisciplinaire en charge de la maltraitance enfantine qui soit en permanence à la disposition du procureur du Roi, du juge d'instruction ou du juge de la jeunesse. Sur la base de son expérience ou de son expertise, celle-ci pourra également apporter à sa manière sa contribution à la détection précoce des plaintes sans fondement. Cette équipe se composera:

- d'experts en médecine légale
- d'experts en médecine
- d'experts en psychologie

7. d'instaurer un Conseil national pour la Maltraitance des enfants en tant qu'organisme faitier chargé de la coordination. Ce CNM pourrait assurer la coordination entre les différents niveaux de pouvoir dans le domaine de la maltraitance des enfants et, en cas de problèmes éventuels, présenter des solutions structurales aux décideurs politiques.

3 juin 2005

3. te zorgen voor een heruitgave en een brede verspreiding, na vertaling en aanpassing, van de brochure «*Kindermishandeling*», in 2001 uitgegeven door de minister van Justitie en Vlaams minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen;

4. een efficiënte en doeltreffende samenwerking tot stand te brengen tussen de federale overheid en de gemeenschappen door organisatie en overleg;

5. per gerechtelijk arrondissement een Raad voor Kindermishandeling op te richten die minstens tweemaal per jaar samenkomt. Van dit overlegcomité maken volgende leden deel uit:

- magistraten en politiediensten belast met jeugdzaken;
- vertrouwenscentra kindermishandeling (VK – SOS Enfants);
- VZW's die hulp bieden bij kindermishandeling actief in de regio;
- comités voor de bijzondere jeugdzorg en bemiddelingscomités voor bijzondere jeugdbijstand en hun tegenhangers in de Franse Gemeenschap;
- aandachtsambtenaren kindermishandeling;
- experts uit de academische wereld;
- minstens één slachtoffer van kindermishandeling of incest;

6. in elk gerechtelijk arrondissement een Multidisciplinair Team Kindermishandeling (MTK) op te richten dat permanent ter beschikking staat van de procureur des Konings, de onderzoeksrechter of de jeugdrechter. Door ervaring en deskundigheid kan zij op eigen wijze ook bijdragen tot een snelle detectie van valse klachten. Dit team bestaat uit volgende leden:

- forensische experts
- medische experts
- psychologische experts

7. een coördinerende en overkoepelende Nationale Raad Kindermishandeling in te stellen. Deze NRK zou de problematiek van kindermishandeling kunnen coördineren over de verschillende beleidsniveaus. De NRK kan bij eventuele problemen aan de beleidsmakers structurele oplossingen aanreiken.

3 juni 2005

Annemie TURTELBOOM (VLD)
Martine Taelman (VLD)
Yolande AVONTROODT (VLD)